

## Assemblée Générale du Comité National de Géographie

Nancy le mercredi 29 septembre 2004.

L'Assemblée générale du Comité National de Géographie est déclarée ouverte par le Président Alain Miossec qui remercie vivement les collègues de Nancy 2 pour l'organisation des Journées Géographiques et plus particulièrement André Humbert qui a coordonné le groupe de pilotage chargé de l'organisation. Avant de donner la parole à Paul Arnould, Secrétaire Général du CNG pour son rapport moral, il demande à l'assistance d'observer une minute de silence à la mémoire de nos collègues disparus au cours de l'année écoulée (Edmond Bernus, Max Derruau, Jean Dubief, Pierre Fritsch, Jean Le Borgne, Alice Saunier Seïté). Paul Arnould présente ensuite le rapport moral pour l'année 2003 qui est aussi le rapport final d'une mandature de 4 ans.

L'essentiel de l'exposé porte sur des informations concernant la préparation du congrès de l'Union Géographique Internationale à Glasgow, du 15 au 20 août, dont le thème était : *"Une terre, des mondes"*. Le point fort en a été la réalisation de l'ouvrage *"Vers une géographie du développement durable"*. Il fait suite à *"Regards sur l'Afrique"*, présenté à Durban, en 2002 et à *"Vivre en France dans la diversité"*, réalisé à l'occasion du congrès de Séoul, en 2000. Ce type de publication est désormais devenu une tradition. Il est préparé, une fois connu le thème du congrès, par une petite équipe de membres du conseil. Pour Glasgow la coordination a été assurée par une équipe rassemblant Alain Miossec, Yvette Veyret, Jean Soumagne, Paul Arnould. La phase finale a été suivie essentiellement par Alain Miossec et Paul Arnould qui se sont chargés, avec Yvette Veyret, de rédiger le chapitre introductif de l'ouvrage. A la différence des années précédentes le conseil a souhaité, dans un souci d'ouverture, que le témoignage des membres des commissions du CNFG soit appuyé par des contributions de collègues représentant des disciplines voisines. L'objectif était de mieux mettre en perspective l'originalité de la démarche géographique à propos de ce nouveau paradigme à forte connotation politique. Il visait aussi pour faire apparaître les liens et les proximités de raisonnement avec d'autres secteurs des sciences humaines et sociales. Parmi les collègues sollicités, tous n'ont pas pu, surtout en raison des délais serrés, fournir un papier en temps voulu. Cependant cinq collègues ont pu présenter leur point de vue et celui de leur champ disciplinaire pour faire contrepoint aux approches plus spécifiquement géographiques qui forment le gros de l'ouvrage. Jocelyne Dubois Maury pour le droit, François Guéry pour la philosophie, Bernard Kalaora, pour la sociologie, Yannick Suire pour l'histoire et Franck-Dominique Vivien pour l'économie. Chacun d'entre eux a accepté de jouer le jeu de proposer ses réflexions personnelles en situant les apports de sa discipline dans la construction de ce nouveau paradigme. Près de 200 exemplaires de cet ouvrage édité avec nos collègues de la revue *Historiens et Géographes* ont été distribués à Glasgow, sur le stand, loué par le CNFG. Ce petit stand a servi de lieu de rencontre et de liens entre les géographes français, francophones et francophiles présents en Ecosse.

Force est de constater que le congrès de Glasgow n'a pas été marqué par une présence forte de la communauté des géographes français (sur 1800 congressistes annoncés une quarantaine de français officiellement inscrits). Il est certain que si l'on peut s'interroger sur la qualité des communications présentées dans les multiples séances des commissions et des groupes de travail, les juger a priori sans intérêt relève d'une conception assez arrogante de la géographie. La politique de la chaise vide ou du mépris ne peut que conduire à affaiblir la position de la géographie française, de plus en plus marginalisée au sein d'une équipe dirigeante où la part des grands pays du sud-est asiatique s'affirme d'année en année (Chine, Japon et depuis 2004, Corée qui fait son entrée au conseil).

La langue française qui est pourtant langue officielle de l'UGI est de moins en moins pratiquée lors des séances d'ouverture et de clôture des colloques. De même avons nous constaté que les plaquettes officielles ne présentaient les activités de l'UGI qu'en anglais.

La vieille Europe a enregistré cependant deux succès non négligeables. En premier lieu, l'élection prévue de notre collègue italien Adalberto Vallega, premier vice président, comme président de l'UGI pour succéder à Anne Buttimer, qui a fait une partie de son discours de candidature en français et en

second lieu l'attribution du congrès de 2012 à la ville de Cologne en Allemagne face à deux candidatures de poids, celles du Chili et de la Chine. Confrontée à ces deux candidatures de dernière minute, présentées sans grandes informations préalables et bâties sur une logique essentiellement politique et touristique, Cologne, grâce à Dietrich Soyez et son équipe, a su défendre un projet à visage humain, rompant avec la logique technocratique et commerciale qui préside actuellement aux congrès internationaux. Nos collègues allemands ont su avec brio et chaleur plaider pour un congrès qui redonnerait sa place de premier plan au monde universitaire et scientifique. Notre vote leur était acquis et leur succès est un peu le nôtre dans la mesure où nous collaborerons sans doute à la mise en place d'excursions transfrontalières.

Le calendrier des prochains congrès de l'UGI est pour l'instant établi comme suit : en 2006, le congrès intermédiaire, faisant suite à celui de Glasgow, prévu initialement en Israël, est remplacé, pour cause d'incertitudes géopolitiques, par Brisbane en Australie. Nos collègues australiens travaillant en association avec leur voisin néo-zélandais Le congrès de 2008 aura lieu à Tunis. Nos collègues tunisiens, venus en force à Glasgow ont présenté les lignes de force de leur congrès avec d'éventuelles collaborations à l'échelle du Maghreb-Machrek.

L'assemblée générale de l'UGI a décidé une augmentation substantielle des cotisations, de l'ordre de 30%, que nous n'avons pas votée mais qui a été adoptée, car les petits pays cotisant aux taux le plus bas ont entériné une augmentation qui ne les touche que modérément. Nous n'apprécions pas la gestion financière récente, manquant de transparence ainsi que l'aide aux pays en développement, sans cesse proclamée comme un grand chantier de l'UGI, mais dont les modalités concrètes restent fort opaques.

Paul Arnould rappelle par ailleurs que les réunions du bureau, du conseil et les assemblées générales qui ont eu lieu, durant les quatre dernières années ont eu comme leitmotiv le souci de voir les commissions mener une politique active de fédération des énergies, d'intégration des jeunes chercheurs, de diffusion des connaissances. L'autre chantier majeur a porté sur les réflexions devant accompagner la réforme du cursus universitaire marqué par la mise en place progressive et parfois douloureuse des masters (le système LMD). Un troisième secteur d'activité concerne la participation aux réunions de la structure du Cofusi, le Comité français des unions scientifiques internationales qui a mobilisé les membres du bureau plusieurs jours dans l'année. Les débats sur le devenir des revues de géographie a constitué également un des chantiers de réflexion durant ces quatre années, qu'il faudra sans aucun doute reprendre en concertation avec les commissions du CNRS qui ont procédé à des classements dont la pertinence mérite débat.

Paul Arnould fait ensuite le point sur la deuxième année d'attribution du prix des meilleures thèses de géographie, créé par le Comité National en 2003, avec l'appui du CNU. L'objectif est de demander au CNU de proposer une liste de 10 à 20 thèses, jugées par ses 36 membres, professeurs et maîtres de conférences, élus et nommés, comme étant les meilleures du crû annuel évalué pour qualification de leurs auteurs aux fonctions de Maître de conférences des Universités. Parmi les candidats retenus les 10 meilleurs ouvrages sont proposés pour classement à un jury composé de 5 collègues représentant différents courants et sensibilités dans notre discipline : Annette Ciattoni, représentant les classes préparatoires aux grandes écoles, Bernard Dézert, pour la société de géographie, Michel Hagnerelle, doyen de l'inspection générale et deux universitaires, Jean Pierre Peulvast, représentant le courant de la géographie dite jadis physique et Jean Louis Tissier, pour la géographie humaine, historique et culturelle. Les trois prix attribués sont respectivement de 1000 euros pour le premier et de 300 euros pour ses dauphins. Le cahier des charges, le plus simple possible, vise à couronner des travaux pionniers, solides et de lecture passionnante. La remise des prix est effectuée pendant le Festival International de Géographie (FIG), de Saint-Dié-des-Vosges, en parallèle avec la remise du prix Vautrin Lud, attribué cette année à Philippe Pinchemel (voir la présentation de ces remises par notre président Alain Miossec).

Avant de passer aux débats sur les expériences diverses de mise en pratique du nouveau système universitaire du LMD (Licence Maîtrise, Doctorat), Paul Arnould passe la parole à Jean Soumagne,

trésorier du CNFG. Il dresse un bilan satisfaisant de la situation financière de l'association qui obtient tout comme le rapport moral un vote favorable de l'unanimité des participants à l'Assemblée générale.

Le débat organisé à la suite de ces rapports a porté sur la mise en place des masters par les universités des différentes vagues. Elle a été introduite par un exposé de notre collègue Jean Pierre Bondue, de l'Université de Lille 1, qui a montré les différentes facettes de l'intégration dans les masters. Un long débat, auquel la salle a beaucoup contribué, a permis de faire le point. Certaines universités ont basculé l'an dernier (M1), celles de la vague B basculent en ce moment et les universités de la vague C présenteront leur offre au Ministère en novembre pour évaluation. Des éclaircissements ont pu être apportés sur les modalités de l'évaluation, en particulier sur l'insertion de modules à destination des concours et singulièrement de l'agrégation. Sur ce point, il apparaît que faute d'une position claire du Ministère de ce point de vue, il est préférable de ne pas mélanger les genres. La préparation aux concours ne relève pas directement de la recherche, il s'agit en partie d'une question qui relève de la formation des maîtres – donc de l'avenir des IUFM – et si l'Université ne saurait se désintéresser (au contraire) de cette question, elle n'est pas prioritaire dans les masters. La mise en place du LMD reste une affaire à suivre, qui mériterait sans doute une bonne journée organisée par CNFG au printemps 2005. Une idée dans l'air.

L'après midi a été consacré à une belle présentation, à plusieurs voix, appuyée sur une iconographie de remarquables photos aériennes, prises par André Humbert, des questions de reconversion industrielle en Lorraine. Ces exposés portant sur les cas du textile, de la sidérurgie et des charbonnages ont précédé un débat animé, avec Jacques Chérèque, ancien préfet à la reconversion qui a exprimé sa vision des questions sans langue de bois. Cet après midi en salle a servi de séance introductive aux deux excursions du lendemain qui toutes deux ont permis de s'immerger dans les pays du fer et du charbon et d'apprécier concrètement les réalisations et les limites des reconversions.

Une partie des participants des journées géographiques a ensuite mis le cap sur la ville voisine de Saint-Dié-des-Vosges, pour participer au quinzième festival international de géographie qui a connu comme les années précédentes un succès populaire impressionnant.

Paul ARNOULD